

Mais au fait, être de droite aujourd'hui, c'est quoi ?



En ces temps de recomposition politique, où le "ni pour, ni contre, bien au contraire" semble le nouveau mantra des gouvernants, le nouveau Premier ministre, et une partie importante de ceux qui aspirent à rejoindre le nouveau pouvoir, croit utile d'affirmer "être de droite". Être ou ne pas être de droite, dans bruit et la fureur du drame qui secoue les partis du centre et de la droite, est bien la question centrale.

Avec Les Arvernes

Disons-le tout net : être de droite, quand on a sollicité et obtenu le suffrage des électeurs de droite, c'est d'abord et avant tout rendre des comptes à ceux et celles qui vous ont élu. Cela signifie les respecter, et comprendre qu'il n'est de pouvoir que consenti par les citoyens. En ce sens, la précipitation avec laquelle Edouard Philippe et d'autres, ont rallié le pouvoir Macron, a quelque chose de profondément indécent. Si Edouard Philippe est en désaccord avec son parti, ce qui est éminemment respectable, les partis n'étant pas des prisons mais des organismes vivants, qu'il quitte ce parti et rejoigne séance tenante le parti En Marche. Son ralliement sera légitimement profondément mal vécu par un électeur de droite qui est le grand blessé d'un printemps politique qui devait ramener ses convictions au centre du jeu politique.

Ajoutons à cela qu'être de droite ne doit pas non plus forcément donner raison à Alain Juppé, quand celui-ci, dans une fulgurance politique rare pour un technocrate, a qualifié la droite comme étant « la plus bête du monde ». Existe-t-il plus grande bêtise en effet, de rallier Emmanuel Macron aussi tôt, alors que toute la logique politique, telle qu'elle prévaut dans les accords de coalition – hier de la 4^{em} république, aujourd'hui de l'Allemagne- impose d'établir le rapport de force, c'est à dire de faire le plus gros score à l'élection législative, pour ensuite négocier ? Par sa précipitation, Edouard Philippe et ceux qui s'apprêtent à prendre le même chemin commettent plus qu'un crime vis-à-vis de la droite et du pays : une erreur.

Dans un tel contexte, est-il permis de tenter de définir ce que signifie « être de droite », ce qu'Edouard Philippe n'est manifestement plus, et ce que le Front National, irrigué de chevènementisme ranci par Florian Philippot et par les scories d'extrême droite n'est pas non plus ?

Être de droite c'est d'abord considérer que les questions de la Cité, du vouloir-vivre ensemble priment sur les questions économiques. Ceci emporte un certain nombre de conséquences dans la détermination des politiques publiques, qu'elles concernent le respect de la loi, le rapport à la culture française, la place de la méritocratie dans le système éducatif, le refus d'une immigration autre que librement choisie dans le seul intérêt des français. A ce titre, la France a besoin d'ordre, elle a besoin d'un pouvoir fort, qui fasse respecter la loi et défende notre façon de vivre.

Être de droite, c'est ensuite, en matière économique, faire évoluer en profondeur – et non pas marginalement comme le propose Emmanuel Macron le curseur des politiques publiques, qui s'est égaré dans le mantra néo keynésien, vers l'offre, la réduction de la dépense publique, l'investissement dans les questions économiques de souveraineté.

Etre de droite, enfin, c'est considérer que la France prime, et la protection de ses intérêts vitaux. En un mot, c'est comprendre que le multilatéralisme, notamment européen, est un moyen, et non une fin. C'est refuser l'allégeance à l'Allemagne qui est l'ADN du macronisme.

A cette aune, on peut estimer sans excès que le programme du candidat de centre droit à la présidentielle était de droite. La trahison de ces idées, par les personnes, ou par l'affadissement du programme des législatives, perdra la droite au lieu de la sauver. Si elle veut survivre à la recomposition du système politique, elle doit clairement expliquer aux français en quoi elle est profondément différente du hollandisme modernisé qu'Emmanuel Macron s'apprête à infliger à la France, pour son malheur. Nous demandons également que ceux et celles qui sont membres des Républicains et qui rejoindront le gouvernement démissionnent du parti ou en soient exclus, au nom du respect des électeurs.